



TRIBUNAL DE CUENTAS

*Tribunal calificador de las pruebas
selectivas para el ingreso al Cuerpo Técnico
de Auditoría y Control Externo del Tribunal
de Cuentas*

**QUINTO EJERCICIO (FRANCÉS)
DE LA OPOSICIÓN AL CUERPO TÉCNICO DE AUDITORÍA Y CONTROL EXTERNO DEL
TRIBUNAL DE CUENTAS
(Resolución de la Presidencia del Tribunal de Cuentas de 11 de diciembre de 2017,
B.O.E. Nº 302 de 13 de diciembre)**

TRADUZCA EL SIGUIENTE TEXTO AL ESPAÑOL:

Les normes professionnelles et les lignes directrices sont essentielles pour assurer la crédibilité et la qualité du contrôle des finances publiques, ainsi que le professionnalisme en la matière. Les normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI), élaborées par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), visent à encourager la réalisation, par les institutions supérieures de contrôle, d'un contrôle indépendant et efficace.

Le cadre des normes professionnelles de l'INTOSAI comporte quatre niveaux. Le niveau 4 transpose les principes fondamentaux de contrôle en des directives plus spécifiques, détaillées et opérationnelles qui peuvent être utilisées quotidiennement dans le cadre d'un audit ou servir de normes d'audit lorsqu'aucune n'a été élaborée au niveau national. Ce niveau comporte les lignes directrices générales pour l'audit (ISSAI 1000 à 4999) qui définissent les exigences concernant les audits financiers, les audits de la performance et les audits de conformité.

L'ISSAI 100 – «Principes fondamentaux du contrôle des finances publiques» fournit des informations détaillées sur:

- l'objet et l'autorité des ISSAI;
- le cadre du contrôle des finances publiques;
- les éléments constitutifs du contrôle des finances publiques;
- les principes à appliquer lors du contrôle des finances publiques.

CADRE DU CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES:

Mandat:

Une ISC exerce le contrôle des finances publiques dans le cadre de dispositions constitutionnelles spécifiques, ainsi qu'en vertu de ses fonctions et de son mandat, qui lui confèrent suffisamment d'indépendance et de pouvoir d'appréciation dans l'accomplissement de ses tâches. Le mandat d'une ISC peut définir ses responsabilités générales dans le domaine du contrôle des finances publiques et comporter d'autres instructions concernant les audits et les autres missions à réaliser.

Les ISC peuvent être mandatées pour réaliser plusieurs types de missions sur tout sujet pertinent relatif aux responsabilités de la direction et des personnes responsables de la gouvernance, ainsi qu'à l'utilisation appropriée des deniers et des biens publics. L'étendue ou la forme de ces missions, ainsi que les rapports en la matière, varieront en fonction du mandat de l'ISC concernée prévu par la législation.



TRIBUNAL DE CUENTAS

*Tribunal calificador de las pruebas
selectivas para el ingreso al Cuerpo Técnico
de Auditoría y Control Externo del Tribunal
de Cuentas*

Dans certains pays, l'ISC est une instance juridictionnelle composée de juges et exerce une autorité sur les comptables de l'État et les autres fonctionnaires qui sont tenus de lui rendre compte. Il existe un lien étroit entre cette autorité juridictionnelle et les caractéristiques du contrôle des finances publiques. La fonction juridictionnelle oblige l'ISC à s'assurer que toute personne chargée d'utiliser des deniers publics soit tenue de rendre compte et qu'elle relève de son domaine de compétence à cet effet.

Une ISC peut prendre des décisions stratégiques pour respecter les obligations prévues par son mandat et d'autres exigences législatives. Ces décisions peuvent indiquer les normes d'audit applicables, les missions qui seront réalisées et comment elles seront classées par ordre de priorité.

Le contrôle des finances publiques et ses objectifs:

L'environnement du contrôle des finances publiques est celui dans lequel les pouvoirs publics et d'autres entités du secteur public exercent leur responsabilité en matière d'utilisation des ressources qui proviennent de la fiscalité et d'autres sources afin de fournir des services aux citoyens et à d'autres destinataires. Ces entités sont tenues de rendre compte de leur gestion et de leur performance, ainsi que de l'utilisation des ressources, à la fois à ceux qui apportent ces dernières et à ceux qui dépendent des services fournis grâce à leur utilisation, y compris aux citoyens. Le contrôle des finances publiques contribue à créer les conditions appropriées pour que les entités du secteur public et les fonctionnaires exercent leurs fonctions de façon efficace et efficiente, ainsi que conformément aux règles déontologiques, aux lois et aux règlements applicables. En outre, le contrôle des finances publiques permet de renforcer les attentes en la matière.

En règle générale, le contrôle des finances publiques peut être décrit comme un processus systématique visant à obtenir et à évaluer des éléments probants de façon objective, afin de déterminer si les informations ou les conditions réelles remplissent des critères donnés. Le contrôle des finances publiques est essentiel, car il fournit aux organes législatifs, aux organismes de surveillance, aux personnes responsables de la gouvernance et au grand public des informations et des évaluations indépendantes et objectives concernant la bonne gestion et la performance des politiques, des opérations ou des programmes publics.

Les ISC poursuivent cet objectif en tant que piliers essentiels du système démocratique national et des mécanismes de gouvernance, et elles jouent un rôle important dans le renforcement de l'administration publique en mettant l'accent sur les principes de transparence, d'obligation de rendre compte, de gouvernance et de performance. L'ISSAI 20 – «*Principes de transparence et de responsabilité*» comporte des orientations à cet égard.

L'ensemble des contrôles des finances publiques commencent par la fixation d'objectifs, qui peuvent différer en fonction du type d'audit réalisé. Ces contrôles contribuent cependant tous à assurer une bonne gouvernance moyennant:

- la fourniture, aux utilisateurs visés, d'informations, de conclusions ou d'opinions indépendantes, objectives, fiables et fondées sur des éléments probants suffisants et appropriés relatifs aux entités publiques;



TRIBUNAL DE CUENTAS

*Tribunal calificador de las pruebas
selectivas para el ingreso al Cuerpo Técnico
de Auditoría y Control Externo del Tribunal
de Cuentas*

- le renforcement de l'obligation de rendre compte et de la transparence, l'encouragement à apporter constamment des améliorations et à susciter une confiance accrue en ce qui concerne l'utilisation appropriée des deniers et des biens publics, ainsi que la performance de l'administration publique;
- le renforcement de l'efficacité des organes qui, dans l'ordre constitutionnel, assurent un suivi général et exercent des fonctions de contrôle à l'égard des pouvoirs publics, ainsi que des personnes responsables de la gestion d'activités financées sur des fonds publics;
- la mise en place d'incitations au changement grâce à la diffusion de connaissances, d'analyses exhaustives et de recommandations bien fondées d'améliorations.

En règle générale, les contrôles des finances publiques peuvent être classés dans une ou plusieurs des trois principales catégories suivantes: audits des états financiers, audits de conformité aux textes législatifs et réglementaires, ainsi qu'audits de la performance. Les objectifs de chaque audit détermineront les normes applicables.

Types de contrôle des finances publiques:

Les trois principaux types de contrôle des finances publiques sont définis ci-après.

L'audit financier vise essentiellement à déterminer si les informations financières d'une entité sont présentées conformément au référentiel d'information financière et au cadre réglementaire applicables. Pour ce faire, l'auditeur doit obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour être en mesure de formuler une opinion indiquant si les informations financières ne comportent pas d'anomalies significatives qui résultent de fraudes ou d'erreurs.

L'audit de la performance vise essentiellement à déterminer si les interventions, les programmes et les institutions fonctionnent conformément aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités et si des améliorations sont possibles. La performance est examinée en fonction de critères appropriés. En outre, les causes des écarts par rapport à ces critères ou d'autres problèmes sont analysés. Le but est de répondre aux principales questions d'audit et de recommander des améliorations.

Les audits de conformité visent essentiellement à déterminer si un sujet donné est conforme aux textes législatifs et réglementaires qui servent de critères. Pour réaliser un audit de conformité, l'auditeur vérifie si les activités, les transactions financières et les informations sont, dans tous leurs aspects significatifs, conformes aux textes législatifs et réglementaires qui régissent l'entité auditée. Ces textes législatifs et réglementaires peuvent comporter les règles, les lois et les règlements, les résolutions budgétaires, les politiques, les codes existants, les termes convenus ou les principes généraux qui régissent la bonne gestion financière du secteur public et la conduite des fonctionnaires.

Les ISC peuvent réaliser des audits ou d'autres missions sur tout sujet pertinent relatif aux responsabilités de la direction et des personnes responsables de la gouvernance, ainsi qu'à l'utilisation appropriée des ressources publiques. Ces missions peuvent comporter la communication d'informations concernant les réalisations et les effets, sur le plan quantitatif, des services fournis par l'entité, les rapports sur la viabilité, les besoins futurs en matière de ressources, le respect des standards de contrôle interne, les audits en temps réel de projets ou d'autres sujets. Les ISC peuvent aussi mener des audits qui combinent des aspects relevant des audits financiers, des audits de la performance et/ou des audits de conformité.